

Le cri des survivants: “rendez nous les corps”

Colette Braeckman

Le Soir, 6 avril 2019

Magerageri, district Nyarugenge

Tôt le matin, les femmes sont descendues depuis le village construit pour les rescapées et depuis les autres collines du district pour se réunir au collège Butambwa. L'équipe de Liwoha (lifewounds healing association) soutenue par la coopération suisse, les attend et Rose, l'animatrice, prévient tout de suite : « la journée ne sera pas facile. » Les femmes le savent, elles craignent ces journées consacrées à la commémoration du génocide et plusieurs d'entre elles reconnaîtront plus tard que ces premiers jours d'avril, elles les passent généralement portes et fenêtres fermées, évitant de croiser des voisins qui parfois les narguent. Cette année c'est différent : ces femmes rescapées du génocide, veuves ou remariées avec des Hutus qui leur répètent parfois « tu me dois tout, car tu n'as plus d'autre famille... » se sont engagées à soutenir les autres lors des cérémonies du souvenir le 7 avril prochain. Pour pouvoir évacuer les corps raidis par des crises traumatiques, calmer les cris et les sanglots, elles devront être fortes et pour cela, dit Rose, « il faut qu'elles laissent elles-mêmes parler leurs émotions ».

Serrées dans une salle de classe, vêtues avec coquetterie, une soixantaine de femmes, des jeunes et des vieilles au visage noble, des musul-

manes en foulard et des chrétiennes, commencent par écouter un texte simple, qui s'ouvre par cette phrase déconcertante : « je veux me pardonner ». « Me pardonner, car je suis faible, car j'ai voulu aller au-delà de mes forces, car j'ai été en contradiction avec mon cœur. » Le pardon est au cœur de toutes les prises de parole, les femmes s'en veulent d'en être incapables et les souvenirs se bousculent : « j'avais fui avec mes quatre enfants, j'en ai perdu deux, deux autres ont été tués devant moi », « j'avais 16 ans ils ont déshabillé mon père sous mes yeux avant de le tuer en lui coupant les membres, systématiquement et on l'obligeait à réciter le Notre Père », « dans ma famille, neuf corps n'ont toujours pas été retrouvés dont deux de mes enfants »...

Vingt cinq ans après, le génocide ce n'était pas hier, c'est aujourd'hui. La douleur est intacte, la même demande revient : « ils doivent nous dire où sont les corps, il faut que nous puissions enterrer nos morts. » Une femme pleure : « j'ai retrouvé un corps dans une fosse, on m'a dit que c'était mon frère, mais il était nu. Ses habits avaient disparu, je ne sais pas si c'est lui et j'ai refusé de le laisser partir. » Sortis de prison, revenus du Congo, les voisins hutus se taisent. Parfois lors des « gacacas » (justice traditionnelle) des bourreaux ont parlé, mené les survivantes vers des

fossés ou des latrines et le deuil a pu se faire. Mais aujourd'hui le silence est revenu sur les collines. On vit côte à côte, on ne se dit rien. Un homme, un Hutu, prend lui aussi la parole car il souffre : « mon père avait caché des enfants tutsis, les tueurs sont venus les chercher et ils ont disparu. Depuis lors, les voisins se méfient de moi, alors que dans ma famille, nous sommes innocents. . . »

Rose, l'animatrice du séminaire, Simon, le psychologue, ont réuni les femmes en petits groupes serrés dans les salles de classe, la confidentialité est assurée, les émotions peuvent remonter à la surface. L'après midi, Simon a mis en place un rituel simple, sur lequel chacune peut inscrire sa propre symbolique : un beau feu dont la fumée masque la colline d'en face, où la grande prison de Mageragiri abrite 6000 prisonniers. Une table avec deux grandes bougies blanches et des stocks de mouchoirs en papier, des bouteilles d'eau. Déjà amorcé le matin, le flux de la parole s'intensifie. Les femmes, tenant chacune une bougie allumée, autorisent leurs souvenirs à se réveiller, et toujours revient cette phrase lancinante : « que veut dire la réconciliation aussi longtemps qu'on ne nous a pas rendu les corps ? »

Une femme jeune, joliment vêtue, raconte, longuement, qu'elle avait 12 ans en 1994 et qu'elle a tout vu : « je glissais au milieu des blessés, des mourants et je leur donnais un peu d'eau. Un homme, un voisin, découpait les gens à la machette ; je me souviens de tout, son visage, ses vêtements et bien plus tard, devant les tribunaux gaçaça j'ai tout raconté, je l'ai dénoncé. Bien

qu'il ait nié, il a été mis en prison, et libéré, il est revenu sur la colline. Un jour il m'a demandé de l'eau. J'ai refusé, je lui ai dit : « montre moi d'abord où sont les corps d'Emmanuel et de tous les autres. Comment pourrais je pardonner ? »

Pour toutes ces femmes, le chemin a été long, infiniment douloureux. La plupart d'entre elles vivent seules, employées à la journée dans des champs de coton pour 500 francs rwandais ou cultivant leur potager, celles qui ont encore leur mari prennent soin de lui : « il souffre de maux de tête, pendant les jours de commémoration il refuse de parler, reste immobile ». Les remariées gardent le silence : « je ne peux rien expliquer à ma belle famille ». Une très jolie jeune fille, née après le génocide, avoue que parfois elle se retrouve paralysée par des crises traumatiques : « cela se transmet il ? »

Rose et Simon, silencieux, bienveillants, encouragent les prises de parole, suivent le flot de tous ces char-grins ; les femmes veillent les unes sur les autres, apportent de l'eau, un mouchoir à celles qui s'écroulent, se tiennent par la main ou les épaules. Une grande douceur flotte dans l'air, les bougies se consomment lentement, le soleil décline. Apprivoisera t-on jamais tant de douleur, d'aussi atroces souvenirs ? Lorsque la réunion se termine, les femmes se sont redressées, elles ajustent leurs foulards et se disent à dimanche. Dimanche, jour de la commémoration officielle, leur tour viendra d'aider les autres, elles auront repris des forces.